

STOP ! Nous ne pouvons plus travailler dans ces conditions !
*Communiqué des élus RDC, UNEF et CGT au CA de l'Université de Strasbourg
sur le budget et la campagne d'emploi 2015
(Le 18 décembre 2014)*

Mardi 16 décembre 2014, le Conseil d'Administration de l'Université de Strasbourg devait se prononcer sur le budget primitif et la campagne d'emploi 2015. À la lecture du [communiqué du Président Alain Beretz](#), il semble que nos élus n'aient pas participé au même débat.

Notre demande se situait à deux niveaux. Tout d'abord le refus d'un budget qui consacre une politique dont tout le monde connaît et subit les conséquences en termes d'emploi et de conditions d'exercice de la recherche et de l'enseignement. Les élus étudiants au CA ne s'y sont pas trompés, puisque leur analyse du budget les a conduits à s'exprimer également contre la proposition de l'équipe présidentielle. Mais les élus RDC, UNEF et CGT souhaitaient également formuler des propositions concrètes sur des choix budgétaires différents en demandant une nouvelle convocation de la Commission des finances et en repoussant le vote du budget à début janvier : ils contestaient fermement le choix de la reconstitution du fonds de roulement au détriment des emplois, de la recherche et de l'enseignement et entendaient proposer des pistes de réflexion sur la politique indemnitaire.

En fait de « débat serein », les arguments qui nous ont été opposés étaient l'absence totale de marge de manœuvre et de choix alternatifs ou encore les éternels arguments de chantage à la responsabilité ou de catastrophe programmée si le budget n'était pas voté immédiatement. Or, est-il responsable de voter un budget et une campagne d'emploi, dont la direction elle-même a admis en Comité Technique d'Etablissement que les conséquences seraient dramatiques ? Le communiqué du Président Alain Beretz va même jusqu'à parler de « l'intérêt de l'établissement » dont on continue pourtant l'asphyxie. Serait-il donc irresponsable de demander à infléchir les choix budgétaires, voire de rejeter, après plusieurs années de soumission à une politique de détérioration systématique de l'exercice de nos missions fondamentales, un budget d'austérité, et enfin de dire : **« STOP ! Nous ne pouvons plus travailler dans ces conditions ! » ?**

Face au tir de barrage du Président, de ses élus et des personnalités extérieures présentes (3 sur 8 seulement, les autres estimant n'avoir pas besoin de débat pour approuver le budget), nous avons demandé un vote sur le report des délibérations, assorti d'une réunion de la Commission des finances pour débattre de nos propositions sur le budget et la campagne d'emploi.

Le rejet de ce budget et de la campagne d'emploi aurait été un signal politique fort. Ce choix, jamais tenté par notre CA, constitue pourtant le signal envoyé par les collègues et les étudiants de plusieurs CA d'Universités.

Les élus RDC, UNEF et CGT au CA maintiennent plus que jamais leurs propositions. Mais, après avoir obtenu le report qu'ils estimaient légitime, aucun autre administrateur n'a jugé bon de se donner la possibilité de même les examiner. Fatalisme et résignation pour les uns, lassitude ou conviction pour les autres, le CA reporté par le Président ce jeudi s'annonce une fois de plus joué d'avance. Car il ne sied apparemment ni à Alain Beretz, ni à « ses » administrateurs qu'une alternative puisse être proposée : il faudrait donc voter ce budget en l'état, quelles qu'en soient les conséquences.

Les élus RDC, UNEF et CGT au CA ont décidé de ne pas siéger pour dénoncer l'inanité des choix budgétaires, le refus d'examiner des alternatives et l'impossibilité d'amender les deux projets. Chaque administrateur sera dès lors mis face à ses responsabilités et agira en connaissance de cause. A l'heure du bilan, chacun pourra tirer les conséquences de ce qui se sera joué aujourd'hui.